

Numérisation: les Suisses souhaitent plus d'Etat

Technologie Une enquête montre que les Suisses aimeraient voir l'Etat jouer un rôle plus actif dans la numérisation de la société et la protection des données.



La numérisation, même Ueli Maurer s'y frotte. Image: Keystone

La numérisation de la société inquiète et réjouit les Suisses. Elle offre des avantages en matière de santé ou de mobilité, mais reste préoccupante pour la protection des données. L'Etat devrait jouer un rôle plus actif, selon une étude.

Le sort réservé aux données personnelles constitue la plus grande incertitude, les usagers se sentant même impuissants, indique lundi l'enquête «tell», menée lors de la troisième journée nationale du digital, le 3 septembre dernier. Près de deux tiers des personnes interrogées se disent inquiètes de la perte de confidentialité.

«Le problème de la cybersécurité commence avec la liberté et la protection de la personne». Cette citation tirée de l'enquête menée par Oliver Wyman, membre de l'initiative digitalswitzerland, illustre le malaise des citoyens. Ceux-ci se montrent plus ou moins confiants selon le secteur auquel ils confient leurs données.

Le secteur de la santé (hôpitaux, médecins et caisses maladie) bénéficie d'un niveau de fiabilité relativement élevé avec 63% de personnes confiantes. En revanche, il n'y a qu'un quart des gens à faire confiance à des sociétés de services comme Google ou de commerce en ligne comme Amazon.

A l'Etat d'agir?

Selon les avis recueillis, les données personnelles devraient être mieux protégées à l'avenir. Plus généralement,



une majorité (62%) des personnes interrogées souhaitent plus de réglementation pour l'internet et les nouvelles technologies. Les femmes y sont davantage sensibles (69%) que les hommes (55%). L'idée d'un organisme indépendant est évoquée et l'Etat devrait s'impliquer à ce titre.

Mais la numérisation n'est pas seulement synonyme de risques pour les Suisses interrogés: 73% y voient une chance pour les progrès de la médecine, 61% sont optimistes pour le stockage de l'énergie et 42% pensent que cela profitera à la prévention des accidents. Globalement, trois quarts des sondés, toutes tranches d'âge confondues, estiment que les nouvelles technologies sont une chance.

La digitalisation est surtout vue comme une opportunité dans le domaine de la formation et des smart cities (mobilité, gestion de l'espace public...). Mais les changements n'en sont qu'à leurs débuts.

Révolution du travail

Le marché du travail est aussi appelé à se transformer radicalement. Ainsi, 48% pensent qu'au moins une partie de leur travail pourrait à l'avenir être automatisée. Et près de la moitié s'attend à ce que la numérisation supprime davantage d'emplois qu'elle n'en créera.

Plus de la moitié est d'avis qu'à l'avenir le travail requerra des compétences accrues, 19% sont persuadés du contraire. Une grande majorité s'estime toutefois suffisamment formée.

L'enquête «tell» a été menée l'an dernier à l'occasion de la journée nationale du digital. Elle a consisté à recueillir des avis sur différents thèmes à la manière d'un World Café. Plus de 1000 personnes ont pris part à une vingtaine d'événements («tell»). Cette analyse qualitative a été complétée par deux autres enquêtes quantitatives dont l'une réalisée par l'institut sotomo. (ats/nxp)

Créé: 13.02.2020, 13h43